



**HAL**  
open science

# Les communs urbains : perspectives pour la recherche architecturale et urbaine

Claire Brossaud, Sandra Fiori

► **To cite this version:**

Claire Brossaud, Sandra Fiori. Les communs urbains : perspectives pour la recherche architecturale et urbaine. Lieux Communs - Les Cahiers du LAUA, 2016, Qu'est-ce qui fait laboratoire?, 18, pp.85-96. halshs-02126013

**HAL Id: halshs-02126013**

**<https://shs.hal.science/halshs-02126013>**

Submitted on 25 Feb 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



# LES COMMUNS URBAINS

## PERSPECTIVES POUR LA RECHERCHE ARCHITECTURALE ET URBAINE

**Claire Brossaud**

Sociologue, Université de Lyon, UMR 5600 EVS-LAURE (ENSA Lyon),  
association VECAM

**Sandra Fiori**

Urbaniste, maître-assistante à l'École Nationale Supérieure  
d'Architecture de Lyon, UMR 5600 EVS-LAURE (ENSA Lyon)

Une constellation d'initiatives citoyennes portées par des collectifs micro-locaux ou internationaux dessine depuis plusieurs années les contours d'un *mouvement des communs*. Alternative aux dualismes État/marché et public/privé, critique sociale face à la marchandisation de nombreux domaines d'activités, ce mouvement procède, pour reprendre David Bollier, de la constitution d'un « paradigme pratique d'autogestion, de gouvernance des ressources et de "bien vivre" » (Bollier, 2014 : 26) qui alimente en retour un renouveau théorique de la pensée sur les communs. Ce sont ces interactions entre initiatives citoyennes et savoirs en cours de constitution que nous avons cherché à explorer dans le champ des études urbaines, au travers d'une journée d'études que nous avons organisée le 10 octobre 2015 à l'ENSA de Lyon sur le thème « faire la ville en (biens) communs ».

Nous avons ainsi souhaité donner à cette journée un format qui procède à la fois de la rencontre scientifique et du forum citoyen, laissant place à la présentation d'expériences plurielles, à la médiation et au débat. Programmée dans le cadre de la 2ème édition du festival francophone *Le temps des communs*, elle a été conçue en partenariat entre l'équipe de recherche EVS-Laure de l'ENSA Lyon et le collectif Lyon Rhône-Alpes du festival. Trois temps ont rythmé la journée : une table ronde conçue pour un large public

**Visuel 1** Cultiver ensemble un potager en accès libre en bas de chez soi. Source : Incroyables comestibles. <http://www.tempsdescommuns.org>. CC-BY-SA.

autour de Christian Laval et Alberto Magnaghi, deux figures de la pensée actuelle sur les communs; une galerie de projets rassemblant les initiatives de vingt collectifs de la région (habitat coopératif,

1 Le programme détaillé de la journée, la présentation des intervenants, les résumés des communications et la retranscription des ateliers sont disponibles en ligne (<http://villeencommuns.sciencesconf.org>), de même que l'enregistrement vidéo de la table-ronde ([www.canal-u.tv/video/ensa\\_lyon/faire\\_la\\_ville\\_en\\_biens\\_communs.19045](http://www.canal-u.tv/video/ensa_lyon/faire_la_ville_en_biens_communs.19045)).

fablabs, collectifs d'architecture, monnaie locale, jardins partagés...); des ateliers scientifiques proposés en parallèle, autour d'exposés de chercheurs et de collectifs, sous forme d'études de cas et de récits d'expériences.<sup>1</sup>

C'est à partir de l'hypothèse sous-tendant le choix de ce format, à savoir que les communs, parce qu'ils engagent des croisements forts entre milieux académiques et société civile, affectent désormais la recherche "sur la ville" et "dans la ville", que nous mettrons ici en perspective cette journée : que font les communs à la recherche urbaine? En quoi les communs offrent-ils matière à réinterroger le champ des études urbaines? Dans quelle mesure nous invitent-ils plus largement à modifier nos pratiques de recherche?

## LES COMMUNS, UN NOUVEL ENJEU POUR LES ÉTUDES URBAINES

L'émergence ou la ré-émergence de la notion de « communs » doit beaucoup à la publication d'un ouvrage fondateur de l'économiste et prix nobel de l'économie en 2009, Elinor Ostrom, sur la *Gouvernance des*

2 L'édition originale, parue aux éditions Cambridge University Press sous le titre *Governing the Commons, The Evolution of Institutions for Collective Action*, date de 1990, précédant de vingt ans la traduction française.

*commons* (2010)<sup>2</sup>. Un rayonnage d'une quinzaine d'ouvrages généralistes<sup>3</sup> s'est constitué sur le sujet depuis plusieurs années, dont celui du sociologue Christian Laval et du philosophe Pierre Dardot, *Commun* (2014), qui fait désormais internationalement

3 Un échantillon est présenté sur la page <http://tempsdescommuns.org/les-communs/>

référence. Ces deux ouvrages symbolisent la ligne de tension qui parcourt les études sur les communs.

Lorsque la focale est placée sur le terme de « biens », la notion de communs dénonce la marchandisation et la surexploitation des ressources immatérielles ou naturelles au détriment de leur partage et s'attèle à faire valoir le droit à un encadrement par de nouvelles formes

de propriété utilisées comme mode de gouvernance. C'est d'ailleurs dans les domaines économique et juridique, notamment à partir de l'Italie, que les études et réflexions ont été les plus poussées ces dernières années.

Lorsque la focale est placée sur le terme de « commun » — au singulier —, les enjeux mis en avant portent davantage sur les processus « d'agir en commun » que sur la ressource en tant que telle. Il est alors moins question de gouvernance et de règles que des manières dont se négocient l'usage et le partage de cette ressource à travers des relations humaines, sociales ou politiques, des transactions culturelles et une co-construction de savoir-faire. Ce point de vue est davantage porté par des urbanistes ou des chercheurs en sciences sociales, tels Alberto Magnaghi ou Christian Laval.

Dans tous les cas, la reformulation théorique dont les communs font l'objet depuis quelques années accompagne le projet d'une alternative politique possible au sein de la société civile, mais affecte aussi désormais la production scientifique sur la ville. C'est du moins l'hypothèse que nous avons souhaité mettre à l'épreuve.

À l'origine de notre initiative, nous nous étions retrouvées autour d'une acception large de la notion de communs et d'un intérêt pour des formes actuelles de pratiques collectives portant sur des objets très divers : friches artistiques, jardins partagés ou habitat participatif, cartographie et semences libres, tiers lieux, *fablabs* citoyens, monnaies locales, communautés de défense du patrimoine, mobilités ou énergie partagées, sciences et contenus éducatifs ouverts, réseaux d'échanges de savoirs, etc. Sans forcément se revendiquer elles-mêmes du mouvement des communs, l'ensemble de ces pratiques converge autour de deux points : l'expérimentation de modes d'organisation alternatifs (notamment vis-à-vis de logiques marchandes ou institutionnelles) ; la recherche de nouvelles manières de gérer et de rendre plus démocratiquement accessibles et partageables des ressources, qu'elles soient spatiales, matérielles ou immatérielles.

Parler de « communs urbains » prenait sens à nos yeux dans la mesure où nombre de ces pratiques collectives s'inscrivent dans des espaces urbains ou des territoires avec lesquels elles entretiennent une relation plus ou moins étroite. L'habitat groupé ou les jardins partagés se structurent ainsi directement autour d'usages matériels et physiques de l'espace. Dans les initiatives portant sur la gestion de l'eau, de l'énergie ou de l'environnement, c'est le territoire lui-même qui est souvent considéré comme ressource écologique. Les expériences qui impliquent la circulation des hommes, des biens ou des services (systèmes d'échanges locaux, monnaies complémentaires, pedibus, données ou cartographies ouvertes, ...) retravaillent quant à elles l'espace — matériel ou virtuel — dans sa capacité à générer des territoires en réseaux.

Souvent indissociable d'enjeux territoriaux ou spatiaux, l'activité des collectifs qui « fabriquent » ou « défendent » des communs interroge aussi les modes de production et de régulation socio-politique de la cité. Que ce soit dans les *fablabs* citoyens, les communautés de cartographies ouvertes ou les organismes de foncier solidaire, les formes de citoyenneté qui sous-tendent l'action des collectifs cherchent à renouveler les fondements de la démocratie participative. De même, la mise en place de chartes à l'échelle d'un quartier, le développement de coopératives de production dans les villes (habitat, énergie, eau), ou l'investissement des politiques municipales dans la fabrique de communs comme à Barcelone ou à Bologne, sont autant d'initiatives qui contribuent à restructurer l'urbain, son espace social comme ses institutions.

C'est en faisant le pari de croiser ces approches, objets et formes d'action sur l'espace urbain que nous avons, pour la journée du 10 octobre 2015, cherché à orienter nos questionnements sur les « communs urbains » à partir des thématiques d'ateliers suivantes :

<sup>4</sup> En référence à Le Strat, P. N., 2016.

- *l'espace des communs au travail*<sup>4</sup> ou comment l'espace est-il vécu et incarné ? À quelles figures spatiales les acteurs se réfèrent-ils et comment

s'articulent mondes réels et communautés virtuelles ? En quoi les lieux font-ils sens dans les processus d'agir en commun ? Comment des formes d'intelligence collective contribuent-elles au développement de « tiers-espaces »<sup>5</sup> ?

<sup>5</sup> Bazin, H. (2013), « Les figures du tiers espace : contre-espace, tiers paysage, tiers lieu », symposium « Art et développement humain », Armentières, 11.10.2013. <http://biblio.recherche-action.fr/document.php?id=636> (consulté le 26.11.15)

- *le territoire comme ressource* ou comment les initiatives autour des communs, au-delà de la gestion des ressources naturelles, sont-elles susceptibles de mobiliser le territoire comme un ensemble de ressources sociales, économiques, culturelles ? À l'inverse, comment les logiques territoriales instituées mettent-elles à l'épreuve ces initiatives ? En ce sens, leur action a-t-elle des effets sur le développement local ? Les pratiques de « déconnexions » ne sont-elles pas une nouvelle forme d'enclosure ? Comment communautés géographiquement situées et logiques de réseaux, échelles locale et nationale, s'articulent-elles ?

- *espace public, civilité, citoyenneté* ou dans quelle mesure les collectifs qui s'emparent des communs expriment-ils une critique sociale ? Quelles sont les sphères publiques où s'exerce cette critique ? Les modèles de participation souvent mis en avant par les collectifs excluent-ils des formes de citoyenneté plus traditionnelles ? Dans quelle mesure ces expériences offrent-elles matière à repenser les articulations entre civilité et citoyenneté ?

- *initiatives bottom-up et gouvernance* ou dans quelle mesure s'instaure une légitimité des actions collectives émanant des citoyens vis-à-vis des institutions ? Contribuent-elles à modifier la hiérarchie politique de gestion des territoires ? Donnent-elles lieu à des formes originales de coopération ou de gouvernance partagée ? Qu'en est-il également du droit par lequel s'institue toute souveraineté ? Comment, à travers les communs, se redistribuent règles de propriété et règles d'usage ?

## COMMUNS URBAINS : VERS UN ÉTAT DES SAVOIRS

Tous les intervenants ont été invités sur la base d'une connaissance de leurs travaux ou de leurs projets. La constitution des ateliers a ainsi donné lieu à une importante veille préalable, à la recherche de travaux représentatifs à la fois d'une diversité d'objets, de réflexions

théoriques sur les communs et de liens directs avec des enjeux territoriaux.

Cette étape a montré que si les rencontres autour des « communs

6 Cf. les 35èmes rencontres de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme sur le thème « À la recherche du bien commun territorial » (Paris, 17-18 nov. 2014) ou la première conférence de l'International Association for the Study of the Commons (IASC), *The city as a commons*, qui s'est tenue à Bologne en novembre 2015, Mais aussi *Les communs territoriaux: biorégion urbaine vs métropolisation La construction démocratique des savoirs, Rencontres du réseau des territorialistes*, Lyon, 23 et 24 mars 2016.

urbains » tendent à se multiplier<sup>6</sup>, l'intérêt scientifique pour le sujet arrive en France par le biais d'un arrimage à d'autres thématiques : l'économie, la finance, le numérique et le droit. Dans cette constellation, la pensée du *Droit à la ville* est sans doute l'une des plus structurantes, du moins dans le monde francophone comme en témoigne *Boniburini*

*et al.* (2013), tout comme semble l'être, dans une moindre mesure, les *cultural studies* anglophones et l'écologie urbaine.

Pour autant, peu de recherches contribuant à une théorisation des communs relèvent dans l'hexagone des sciences de l'urbain. À l'inverse,

7 L'IGOP (Institut de Govern i Politiques Publiques) de l'Universitat Autònoma de Barcelona, le LABGOV (Laboratory of the governance of commons), issu de la Libera Università degli Studi Sociali (LUISS) à Rome, ou encore le Commons Lab du Wilson Center, institut de recherche indépendant américain.

rare sont encore les travaux issus des études urbaines qui convoquent de manière centrale les communs sur le plan théorique, alors même qu'il existe désormais à l'étranger des laboratoires dédiés<sup>7</sup>.

Dans l'ensemble aussi, les initiatives et les pratiques relevant des « communs urbains » apparaissent comme des objets empiriques ou des terrains déjà bien investis. Jardins partagés, monnaies locales, habitat participatif, *fablabs* et circuits courts alimentaires ont ainsi donné lieu à des travaux assez nombreux qui abordent la thématique sous différents angles : relation au territoire, processus d'institutionnalisation, participation habitante. En outre, ces objets entretiennent des liens avec des champs de recherche déjà structurés, tels que les sciences de l'information et de la communication, l'économie sociale et solidaire, la sociologie de l'habitat.

Les ateliers scientifiques de la journée du 10 octobre 2015 reflètent à leur manière ce contexte et nous amènent à plusieurs remarques. À cette occasion, les communs ont été plutôt mobilisés par les intervenants comme une notion tierce venant ré-éclairer un objet ou un

terrain sur lequel ils travaillaient depuis plusieurs années, au sein de leur propre champ de recherche et de leur parcours scientifique personnel. C'est dans l'exposé de trois thèses en cours<sup>8</sup> que la référence

aux théories des communs est apparue d'emblée la plus structurante, laissant entrevoir le rôle à jouer par les doctorants dans l'émergence de la recherche sur les

<sup>8</sup> Léa Eynaud (sociologie, EHESS), Antoine Fontaine (géographie, Université Grenoble Alpes, UMR Pacte), Pierre Servain (sociologie, LABERS, Université Bretagne Ouest).

« communs urbains ». Dans le même ordre, la représentation majoritaire des sciences sociales parmi les douze chercheurs et doctorants invités peut laisser à penser — à titre exploratoire du fait de l'échantillon réduit —, que c'est parmi ces disciplines que les communs rencontrent actuellement le plus d'échos dans le champ des études urbaines.

La multiplicité des thématiques abordées lors des ateliers a difficilement permis d'apporter des réponses aux questions proprement spatiales que nous soulevions pour l'ensemble de la journée : de quelles formes ou processus de transformations des territoires les pratiques des communs témoignent-elles ? Sur le plan théorique et critique, quelle grille de lecture les communs offrent-ils pour penser ces transformations et leurs enjeux ? L'élément de réponse le plus tangible, confirmé par les récits issus de terrains de recherche et d'expériences citoyennes, est bien que les communs ouvrent un nouvel espace public empruntant à la fois au local et au global et marqué par l'expérimentation assumée.

En ce sens, c'est avant tout sur les communs « en train de se faire » que

la synthèse de la journée a porté<sup>9</sup>. Sans nécessairement relever d'une référence explicite ou partagée au pragmatisme, l'idée selon laquelle les communs ne se décrètent pas mais se construisent en situation, à

<sup>9</sup> Synthèses des ateliers réalisés par Pascal Nicolas - Le Strat (sociologue, Université Paris 8), Pascal Amphoux (architecte et géographe, UMR Ambiances Architectures Urbanités), Catherine Neveu (anthropologue, EHESS), Violaine Hacker (docteure en droit, Common Good Forum).

l'épreuve de la pratique, semble avoir fait consensus. De l'ordre de l'hypothèse ou du constat pour ceux qui observent et analysent le mouvement des communs, une telle idée procède d'abord du postulat pour ceux qui y sont directement engagés. Dans tous les cas, l'accent a été mis sur deux caractéristiques propres à ce pouvoir instituant des communs : l'attention portée au « faire ensemble » et à l'expérience

partagée (donnant lieu à la collaboration, mais aussi à la négociation) d'une part, l'importance accordée au processus en lui-même (par rapport à la mise en pratique d'objectifs prédéterminés ou de discours préétablis) de l'autre.

En même temps que l'intérêt de continuer à clarifier et à circonscrire la notion de commun(s), la synthèse de la journée a souligné les enjeux d'échapper à une réification trop rapide. Les débats, reflétant une controverse récurrente parmi les *commoners*, ont ainsi pointé les risques à rabattre cette notion sur l'un de ses deux versants : celui des « biens » ou au contraire celui de « l'agir commun ». En effet, si les communs n'existent pas sans agir commun, l'agir commun envisagé seul fait disparaître l'horizon de l'accessibilité, de l'appropriation et du partage des ressources qui en sont à l'origine. Une autre mise en garde a porté sur les effets clivants et simplificateurs auxquels peut donner lieu l'usage de certaines oppositions catégorielles (entre institutions et collectifs citoyens, société civile et recherche, chercheurs et acteurs...), alors même que le caractère émergent du mouvement des communs engage des appartenances plurielles et génère des déplacements ou des décadres.

## LES COMMUNS : UNE INVITATION À LA CO-PRODUCTION DES SAVOIRS

Très récemment mis à l'agenda de la recherche, les communs sont portés par la société civile depuis quelques années maintenant. Plusieurs organismes intervenant à des échelles internationales, parmi lesquels le Commons strategies group, The Fondation for peer to peer alternative, le Common good forum ou encore l'association VECAM<sup>10</sup>,

<sup>10</sup> <http://www.commonstrategies.org> ; <http://p2pfoundation.net> ; <http://www.commongoodforum.eu/>, <http://vecam.org>

réunissant souvent chercheurs et activistes, ont contribué à ce regain d'intérêt. Encore plus récemment, des relais politiques ont vu

le jour, notamment au parlement de Bruxelles, avec la création d'un groupe dédié aux communs.

Une dynamique a également émergé à partir de traditions politiques et de mouvements sociaux divers : l'écologie politique, le socialisme autogestionnaire ou encore le catholicisme social. En cela, une partie

de l'économie sociale et solidaire et de l'économie collaborative s'y retrouve, ainsi que des mouvements issus de l'habitat participatif, de l'éducation populaire, des environnementalistes, etc. Le secteur du numérique tient une place particulière. Il porte et est porté historiquement par les communs depuis le début des années 1980, à partir des problématiques du libre accès à la connaissance et aux données.

C'est la recherche d'un dialogue entre science et société qui est aussi à l'origine de la journée « faire la ville en (biens) communs » et en a motivé le format : son ouverture par une table ronde tous publics — un samedi — et l'invitation d'une vingtaine de collectifs régionaux. Largement structurée autour d'un partenariat entre le collectif « Le temps de communs » et l'équipe de recherche EVS-LAURE de l'ENSAL (partenariat ayant notamment permis une mutualisation logistique, opérationnelle et financière), cette recherche de dialogue est aussi liée à nos deux formes d'engagement respectifs. L'une — Claire Brossaud —, est membre de l'association VECAM et du réseau francophone des communs, co-fondatrice du collectif « Lyon en communs » avec d'autres chercheurs en 2013 et co-organisatrice du festival « Le temps des communs ». Ouvert à la pluralité scientifique, au monde socio-économique et à la société civile, son parcours professionnel se situe entre « privé » et « public ». L'autre — Sandra Fiori — a cofondé, au sein d'une équipe enseignante pluridisciplinaire organisée en collectif, un domaine d'études de master (*la Fabrique in-situ*) cherchant à développer l'apprentissage d'une architecture du commun et « en commun »<sup>11</sup>.

<sup>11</sup> Assumant sa filiation aux *alter-architectures*, cet enseignement développé à l'ENSALyon de 2010 à 2016 s'appuie sur la revendication d'un engagement citoyen de l'architecte et développe des dispositifs pédagogiques *in-situ* : atelier hors les murs, chantiers participatifs...

Les communs, de par leur critique sociale sous-jacente, remobilisent des formes alternatives de production de la recherche et de la connaissance. Malgré le succès de la manifestation (plus de 200 personnes), le format que nous avons proposé est apparu en deçà des attentes de certains collectifs présents. Valorisant les initiatives « bottom up », émergentes ou autogérées, ces collectifs promeuvent des modèles de production de la connaissance de pair à pair, contributifs et ouverts. Cela sous-entend par exemple, notamment pour les acteurs issus des *fablabs* ou des sciences citoyennes, que tout un

chacun est potentiellement capable de produire, de capitaliser, de réutiliser ou de diffuser des données qualitatives ou quantitatives mais aussi des publications scientifiques. L'enjeu dépasse le cadre même de la recherche-action et de ses protocoles participatifs et renvoie à des logiques de « faire ensemble » plutôt que « penser ensemble ».

Faire entrer les communs dans le champ scientifique, c'est donc interroger la division du travail de la recherche, ses conditions de production institutionnelles et économiques, ses formes de propriété intellectuelle, le rôle social du chercheur, l'épistémologie de ses disciplines, le rapport légitime au savoir, le statut du contributeur, ... Sur ce dernier point notamment, il fut précisé dans la table ronde que les communs pouvaient être trop vite assimilés à l'économie collaborative, volontiers associée par certains à un nouveau stade de développement du capitalisme cognitif parce qu'elle capte la valeur d'usage de la connaissance sans contrepartie pour celui qui la produit. On peut à cet égard se demander dans quelle mesure la généralisation des « fablab » dans l'enseignement supérieur et les écoles d'architecture participe de ce phénomène.

Faire entrer les communs dans une école d'architecture, en tant qu'objet théorique, constitue un moyen d'instruire, de problématiser et d'interroger des pratiques qui, comme dans le reste de la société, se diffusent au sein même des établissements d'enseignement supérieur. L'intérêt des étudiants pour les pratiques collaboratives et les expériences collectives comme l'habitat participatif, de même que leurs interrogations sur les manières de concevoir une architecture plus attentive aux autres, traduisent sans doute une forme de conscience politique générationnelle diffuse, qui, sans s'affirmer en tant que telle, cherche les voies de son engagement. Ces préoccupations s'expriment en particulier dans le choix de sujets de mémoires, d'options personnelles ou d'initiatives liées à la vie étudiante. Elles s'immiscent dans les interstices de cursus pédagogiques somme toute encore très classiques, où la figure traditionnelle du maître d'œuvre dans la conception architecturale semble par exemple encore peu propice à se laisser fragiliser par les nouvelles formes d'expertise d'usage. Les communs laissent alors le champ libre à des postures d'enseignement

et de recherche empiriques initiées par des individus ou des collectifs qui se situent ou se positionnent souvent au bord de l'institution. Ces expériences ne sont pas sans rappeler l'importance des structures intermédiaires ou du tiers secteur dans l'avènement des pensées critiques sur la ville qui, de l'École de Chicago au *Droit à la ville*, creusent depuis toujours le sillon de la recherche urbaine.

## BIBLIOGRAPHIE

**BOLLIER, D.** (2014)

*La renaissance des communs*, Paris, Éd. Charles Léopold Mayer.

**BOLLIER, D., HELFRICH, S.** (2012)

*The wealth of the commons. A world beyond market and state*, Leverlars Press, Amherst, Massachussets.

**BONIBURINI, L., BONIBURINI, I., MORETTO, L., SMITH, H., LE MAIRE DE ROMSÉE, J.** (2013)

«La ville comme bien commun : planification urbaine et droit à la ville», *Cahier d'Architecture de la Faculté La Cambre-Horta*, Bruxelles, La lettre volée.

**DARDOY, P., LAVAL, C.** (2014)

*Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte.

**LE STRAT, P.N.** (2016)

*Le travail du commun*, Paris, les Éditions du commun.

**MAGNAGHI, A.** (2014)

*La biorégion urbaine, petit traité sur le territoire bien commun*, Paris, Association Eterotopia France.

«Oikos et logos. Bien commun et territoire», *bulletin Bridge Builder n°11* (2015). Disponible en ligne : [http://issuu.com/violainehacker/docs/bridge-builder\\_\\_11\\_territoire\\_65524b4089cc19](http://issuu.com/violainehacker/docs/bridge-builder__11_territoire_65524b4089cc19) (consulté le 30.11.2015)

**OSTROM, E.** (2010)

*Gouvernance des biens communs, Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Édition De Boeck (ed. originale 1990).

**VECAM ASSOCIATION** (2011)

*Libres savoirs, les biens communs de la connaissance. Produire collectivement, partager et diffuser la connaissance au XXIe siècle.*

